

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
*Travail – Liberté – Patrie*

-----  
SECRETARIAT GENERAL

-----  
DIRECTION DE L'AGRICULTURE

-----  
ARRETE N° 03 /MAEP/SG/DA

Relatif à l'agrément professionnel requis pour l'importation, la mise sur le marché, la formulation, le reconditionnement des produits phytopharmaceutiques et leurs utilisations par les prestataires.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE,

Vu le Décret N° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu la loi N° 96-007 du 03 juillet 1996 relative à la protection des végétaux ;

Vu le décret N° 97-108 du 23 juillet 1997 portant attributions et organisation du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche ;

Vu le décret N° 98-099 du 30 septembre 1998 portant application de la loi N° 96-007 du 03 juillet 1996 relative à la protection des végétaux ;

Vu le décret N° 99-034 du 18 juin 1999 portant composition du gouvernement ;

Vu l'arrêté N° 24/MAEP/SG/DA du 30 octobre 1998 portant création, attribution et composition du comité des produits phytopharmaceutiques ;

Sur proposition du comité des produits phytopharmaceutiques ;

ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - En application des articles 23 et 25 de la loi N° 96-007 du 03 juillet 1996 relative à la protection des végétaux, l'importation, la mise sur le marché, la formulation, le reconditionnement et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ne peuvent être effectués que par les titulaires d'une licence technique ou agrément professionnel délivré par le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, après avis du comité des produits phytopharmaceutiques.

Article 2- L'importation, la mise sur le marché, la formulation, le reconditionnement des produits phytopharmaceutiques, ainsi que leurs utilisations à but lucratif ne peuvent être autorisés qu'à une personne physique ou morale détentrice d'un agrément professionnel, délivré par le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

Article 3- Les personnes physiques ou morales visées par le présent arrêté doivent satisfaire aux critères suivants:

**a - Agrément professionnel pour traitements phytosanitaires y compris la fumigation**

Le postulant, en plus du Baccalauréat agricole ou d'un diplôme équivalent au moins, doit avoir une attestation de stage d'une durée d'au moins six (6) mois délivrée par une institution reconnue, spécialisée en fumigation.

**b - Agrément professionnel pour traitements phytosanitaires simples**

Le postulant doit avoir au minimum le CAP agricole ou son équivalent, ou avoir le niveau B.E.P.C., plus une formation pratique d'au moins trois (3) mois en protection des végétaux dans une institution reconnue.

Dans les deux cas il doit justifier :

- d'une police d'assurance et d'un justificatif du paiement de la prime d'assurance couvrant les responsabilités civiles professionnelles de l'entreprise ou de l'organisme ;
- de son inscription au registre du commerce de la République Togolaise.

Article 4- Le détenteur de l'agrément professionnel doit présenter les appareils et matériels de travail conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur.

Article 5- Il doit être en mesure de présenter, pour les pesticides qu'il met sur le marché :

- un registre des pesticides ;
- un recueil de leurs notices techniques ;
- un recueil de leurs fiches de sécurité.

Article 6- Les demandes d'agrément professionnel doivent être adressées au secrétariat permanent du comité des produits phytopharmaceutiques qui en accuse réception.

Article 7- Les agréments professionnels sont délivrés pour une durée de cinq (5) ans, renouvelable.

Toutefois ils peuvent être retirés à tout moment si l'entreprise ou l'organisme ne remplit plus les conditions fixées à l'article 3 du présent arrêté.

Article 8- Tous les documents commerciaux et publicitaires émis par les entreprises ou organismes titulaires d'un agrément professionnel doivent porter le numéro de l'agrément et la date d'obtention ou du renouvellement.

Article 9- Le Directeur de l'Agriculture est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 20/1/2000

S I G N É

BAMNANTE Komikpime

POUR AMPLIATION LE DIRECTEUR DE CABINET

AMPLIATIONS :

CAB/PM.....1  
CAB/MAEP.....2  
CAB/MEFP.....2  
CAB/MEP.....2  
Tous Ministères.....22  
DG/PE.....1  
Dtion Finances.....1  
Dtion Trésor.....1  
Dtion Budget.....1  
C.F. ....1  
SG/MAEP.....1  
ITRA.....1  
ICAT.....1  
Chamb.d'Ind. et Com...1  
Tous services MAEP...6  
Tous Projets MAEP.....7  
Chambre d'Agric.....1  
DRAEP.....5  
J.O.R.T.....1

DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE



E. Comla PAKA